

Paris, 26 mai 2015

La fin des quotas laitiers : une nouvelle donne

Le 1^{er} avril 2015 a marqué la fin en Europe des quotas laitiers, un outil de régulation imposé en 1984 pour répondre aux surproductions, qualifiées de « montagne de beurre » et de « lac de lait ». Pour la première fois depuis 30 ans, le marché déterminera seul quelle quantité de lait doit être produite. Les éleveurs français sont-ils suffisamment préparés ? Est-ce que l'abolition des quotas laitiers permettra aux producteurs de lait de fournir des marchés à forte croissance tels que l'Asie ? Ou de développer une filière biologique à forte demande ?

Position dominante de l'Union européenne

Tirée par la croissance des pays émergents, la production mondiale a augmenté de 56% sur les trente dernières années. Au sein de l'Union européenne, si la consommation a diminué de 2% entre 2008 et 2013, le secteur est porté par le dynamisme de ses exportations. L'Allemagne est le premier producteur européen avec 22% de la production totale, suivie par la France (17%) et le Royaume-Uni (10%).

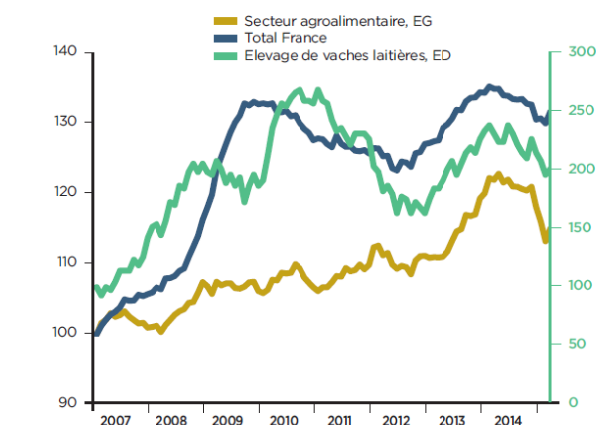
Au niveau mondial, la France reste aussi dans le peloton de tête, à la 8^{ème} place. Sur les trente dernières années, le secteur a connu des restructurations, matérialisées par la baisse du nombre d'exploitations et la forte croissance de la productivité. Par ailleurs, si en 1983 les exploitations étaient réparties sur tout le territoire, ces restructurations ont conduit à des concentrations géographiques. En 2013, la production laitière de l'ouest français représentait 6,8% de la production de l'Union européenne.

Peu de défaillances, mais un secteur fragilisé par la volatilité des prix et des coûts

En France, les défaillances d'entreprises dans le secteur laitier sont marquées par une proportion plus importante pour les élevages de vaches laitières. Toutefois, cet effet est atténué par les aides perçues par la plupart de ces structures. Les entreprises du secteur ont un taux de défaillances nettement inférieur à la moyenne des entreprises françaises, soit 0,38% contre 2,54%.

Néanmoins, le secteur est fortement exposé à la volatilité des prix et des coûts, qui constituent les principales incertitudes liées à la gestion d'une exploitation laitière. Il se

Evolution du nombre de défaillances France, base 100 en 2007



Sources : Scores & Décision, Coface

caractérise aussi par des modèles de production différents de ceux des autres pays européens. Les exploitations de montagne et de polyculture-élevage sont plus sensibles aux variations des prix et des coûts que les exploitations de plaine. Néanmoins, aucun de ces modèles n'assure une rentabilité suffisante sans l'apport d'aides extérieures. C'est la raison pour laquelle une éventuelle baisse des prix est tant redoutée par les éleveurs.

Des stratégies existent et seront à développer

Premièrement, la possibilité de se développer à l'export pour conquérir de nouveaux marchés profiterait à la France. Le pays est bien positionné à l'international et bénéficie d'une balance commerciale positive et de produits reconnus comme de grande qualité. On constate dans les économies émergentes, notamment en Asie, une préférence croissante des consommateurs pour les produits laitiers. D'autre part, les produits laitiers possèdent une élasticité-revenu élevée : une hausse modérée du revenu entraîne une forte augmentation de la demande.

Deuxièmement, l'intégration verticale du processus de production / transformation / distribution permettrait aux exploitations de conserver des marges. La France possède une grande marge de manœuvre en ce qui concerne la vente directe car elle représente aujourd'hui seulement 3,3% de la vente totale.

Enfin, si la part des terres agricoles certifiées biologiques est faible en France (par rapport à celle de ses concurrents), elle est en croissance depuis 2005. Il a fallu plus de temps aux éleveurs français pour se développer sur ce segment. Néanmoins, le nombre de vaches laitières certifiées biologiques a été multiplié par deux sur les dix dernières années. Cette tendance est de bon augure, puisque de plus en plus de Français sont prêts à dépenser plus pour manger mieux.

CONTACTS MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com
Justine LANSAC T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2014, le Groupe, fort de 4 406 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,441 Md€. Présent directement ou indirectement dans 98 pays, il sécurise les transactions de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 350 arbitres localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

